

LES MEDIAS POST-SOVIETIQUES DU SUD-CAUCASE : ENTRE CONTROLE D'ETAT, SERVICE PUBLIC ET ENJEUX COMMERCIAUX

PAR

LAURA KUTUBIDZE*, GILLES ROUET** ET MARINE VEKUA***

Un observateur du système d'enseignement supérieur géorgien peut s'interroger sur la cohérence de l'offre de formation en journalisme dans ce pays. En effet, de très nombreux établissements, publics et privés, proposent des formations spécifiques, de niveau *bachelor* (licence) ou master, installent des écoles ou des instituts de journalisme, pour la presse comme pour les médias audiovisuels.

Même si le système mis en place depuis quelques années avec la « libéralisation » de l'enseignement supérieur donne une autonomie de création d'une offre de formation adaptée aux établissements, même si le système de financement par l'Etat, « *money follow students* », implique une nouvelle prise en compte de la demande de formation des étudiants, cet engouement pour le journalisme, qui semble avoir débuté après 2000, est symptomatique de l'importance des médias dans la transition démocratique.

Globalement, la majorité des étudiants tentent d'intégrer des études de droit, d'économie, de management et... de journalisme¹. On retrouve aisément les composantes de certains « modèles » de société, mais aussi des « valeurs » que l'Union européenne (UE) entend privilégier dans ses relations avec les partenaires du voisinage, liberté d'entreprendre comme liberté d'expression, mais dans un cadre légal légitime, reconnu et efficace.

Notre propos ici est de résumer quelques tendances caractéristiques des médias du Sud-Caucase (en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan), en particulier des télévisions, anciens instruments d'un appareil d'Etat, mais nouveaux établissements publics pour une citoyenneté nouvelle et organisations privées commerciales face à de nouvelles formes de demandes dans des espaces publics toujours tourmentés.

* Maître de conférences à l'Université d'Etat Jakob Gogebashvili (Telavi, Géorgie), où elle dirige le département de journalisme.

** Professeur d'Etudes européennes à l'Université Matej Bel (Banska Bystrica, Slovaquie) et membre de l'Institut d'études européennes et internationales (Reims, France).

*** Professeur à l'Université Guram Tavartkiladze (Tbilissi, Géorgie), où elle dirige le département de journalisme.

¹ Constatations et analyses effectuées par Gilles Rouet dirigeant, pour la partie française, le jumelage institutionnel Capacity Enhancement for the Bologna Action Lines (CEBAL) en Géorgie, organisé en partenariat avec le DAAD allemand. La logique « *money follow students* » implique que les établissements, publics comme privés accrédités, ne reçoivent de subsides de l'Etat qu'à partir de l'inscription d'un étudiant, qui dispose donc d'un « droit de tirage » pour l'enseignement supérieur. Les étudiants doivent remplir des conditions nationales (examen notamment en langue géorgienne pour les nationaux) et propres aux établissements. En 2003, l'Université d'Etat de Tbilissi a reçu plus de candidatures pour les études de journalisme que pour celles de droit ! Sur ces aspects, cf. Thierry COME / Gilles ROUET (dir.), *Processus de Bologne. Intégration européenne et Politique de voisinage*, Bruylant (coll. « Europe des Universités », n° 3), Bruxelles, 2011, en particulier la contribution de Marine Vekua sur les formations en journalisme en Géorgie.

LES MEDIAS POST-SOVIETIQUES AUJOURD'HUI

De l'emprise de l'Etat à celle de l'économie

L'effondrement de l'idéologie communiste dans l'espace post-soviétique a entraîné une apparente libéralisation des médias, avec la fin du système de propagande organisé par le Parti communiste et l'Etat et la suppression de la censure. C'est un peu comme si un génie était sorti d'un coup de la lampe magique : de nouveaux *mass media* ont rapidement vu le jour, en premier lieu des magazines et des journaux, avec une relative variété spontanée, à défaut d'une réelle diversité. S'agissait-il d'un bon ou d'un mauvais génie ?

Dans beaucoup de pays, la liberté d'expression post-soviétique est devenue un élément essentiel, un fondement même de cette démocratie de transition. Les médias ont été d'emblée installés dans ce processus de démocratisation, avec un concept, plutôt qu'une réalité, de « liberté des médias ». Et une nouvelle définition, un nouveau cadre sont apparus, les « médias indépendants », sans cependant que soit réalisée une indépendance financière et éditoriale, sans mise en relation de cette nouvelle liberté avec une prise en compte des responsabilités ou avec l'établissement de normes professionnelles. Il est donc clair que les fondements de ces libertés et indépendance nouvelles étaient et sont toujours restés à un niveau formel, au niveau du discours plus que des actes.

Les médias ont très vite été soumis aux exigences du marché, ce qui n'a évidemment pas facilité le respect des garanties prévues dans la Constitution et par les textes réglementaires et législatifs. Ainsi, le système médiatique n'a plus été soumis à une censure et à un contrôle de la part du Parti, mais d'autres obstacles ont limité l'évolution vers un exercice concret de la liberté et de l'indépendance des médias. Les acteurs économiques ont rapidement « donné le ton », avec une manipulation des messages publicitaires, un investissement dans les médias considérés comme très utiles pour des objectifs commerciaux. Ce processus a été aggravé par l'intensité nouvelle d'un flux d'informations soi-disant « libres » dans un milieu auparavant confiné artificiellement par le régime soviétique et par les problèmes de sécurité de l'information.

Pour le rédacteur en chef du *Moscow Times*, Derk Sauer, « au début des années 90, l'âge d'or est venu pour le journalisme russe, qui pendant des décennies a été sous le contrôle du Parti communiste. La divulgation des tentatives de manipulation par les représentants des niveaux politiques les plus élevés et l'éradication de sujets tabous sont devenus des lieux communs, alors que les difficultés financières continuent d'entraver les médias de masse comme à l'époque du contrôle par le vieux parti »².

Vladimir Vorochilov, spécialiste des médias russes, distingue trois stades du développement des médias post-soviétiques. « Le premier est la publicité pendant la période 1985-1992, lorsque les médias ont joué un rôle stratégique dans la lutte contre le régime communiste. Le second est le stade de la liberté, entre 1992 et 1996, quand est venue la possibilité d'écrire sur n'importe quoi en rapport avec la crise économique. Les banquiers, qui n'étaient pas impliqués auparavant, ont été sollicités pour apporter une aide financière. Ils ont ainsi tiré avantage aussitôt de la situation et ont commencé à acheter des magazines et des journaux. La troisième étape est le stade de la distribution des mass media par de grands groupes financiers connus pour leur non-respect des règles de la profession et du code de déontologie du journaliste »³.

² Derk SAUER, « Mass media and mafia », *St. Petersburg Vedomosti*, 8 juil. 1999, p. 5. Toutes les traductions des citations ont été réalisées du géorgien ou du russe à l'anglais par les auteurs géorgiens et de l'anglais au français par l'auteur français. Les titres des ouvrages en géorgien ou russe ont été traduits en anglais.

³ Vladimir VOROSHILOV, *Journalism*, Publishing House of V. A. Mikhailov, Saint-Petersbourg, 1999, p. 220.

La liberté d'expression toujours en débat

La situation a été identique en Géorgie, une des premières Républiques séparées de l'Union soviétique. Le Centre d'innovation démocratique de Tbilissi résume l'état des médias en Géorgie⁴, à partir de leur évolution. Au tournant du XX^e siècle, la presse est sortie de l'emprise de l'Etat et des secteurs publics pour devenir dépendante du monde des affaires, par étapes successives : « *la presse s'est échappée du diktat du régime communiste et a trouvé une niche sociale dans la société civile qui était alors en processus de formation. Cette période (1990-1998) est remarquable pour les subventions de soutien au développement de la presse démocratique et de la formation. La société civile de Géorgie aussi bien que les gouvernements des pays démocratiques ont fait de leur mieux pour que la presse géorgienne s'intègre dans la société civile* »⁵.

L'auteur de cette synthèse décrit ainsi les résultats de ces processus : « *en 1997-98, nous avions une presse limitée, mais démocratique, qui reconnaissait sans ambiguïté les valeurs démocratiques et faisait partie intégrante de la société civile [...] Si on prend en compte la petite taille de la société civile, il ne faut pas s'attendre à de grands tirages. Voilà pourquoi la question de la transformation de la presse en entreprise régie par les règles usuelles des affaires est devenue d'actualité. Un des principaux défis de la démocratie pour la Géorgie d'aujourd'hui est que les entreprises n'ont jamais réussi à sortir du gouvernement pour s'intégrer à la société civile. [...] Ce processus de développement de la presse écrite intègre, en particulier, une réduction des subventions et une augmentation du capital d'origine politique/politiciens. [...] Avec cette translation de la société civile vers l'environnement des affaires, la presse s'est retrouvée intégrée à l'espace du gouvernement* »⁶.

L'organisation non gouvernementale britannique ARTICLE 19⁷ distingue également trois principales étapes du développement des médias dans la région du Caucase. D'abord, un « âge d'or » du journalisme, qui correspond à une transformation démocratique du pays, au début de la formation d'une nouvelle société civile et à la mise en place de garanties juridiques relatives à la liberté des médias. La deuxième période, de 1993 à 2002, est caractérisée par une réduction de la liberté d'expression, des *free voice* au sein des médias, par un contrôle, une censure de fait croissante, mais aussi par de nouvelles et d'étroites relations entre ce secteur et différentes alliances politiques. La troisième période, enfin, est celle de la généralisation d'une autocensure importante et du contrôle par les oligarques entre 2003 et 2005⁸.

En 2005, le politologue géorgien Gia Nodia, résumant quinze années des médias post-soviétiques de Géorgie, signale que : « *quand [les hommes politiques] ont parlé de la réussite relative du développement de la démocratie en Géorgie au cours des 10-15 dernières années, en premier lieu ils ont cité comme preuve tangible le développement des médias et du secteur tertiaire. D'un autre côté, après la 'Révolution des Roses', ils ont souvent craint que la révolution ne résultât, en fait, non pas du développement de la démocratie, mais de son relatif affaiblissement, une des preuves justement étant la baisse du pluralisme au sein des médias et le déclin de l'activité et du rôle du secteur tertiaire* »⁹.

⁴ Norms of Ethics in Georgian Media. Current Situation and Possible Future, Centre of Democratic Innovation, Tbilissi, 2003.

⁵ Gigi TEVZADZE, Ethical Standards in Media. Existing Situation and Possible Future. Monitoring of Keeping the Journalist Ethical Standards in Georgian Press, Centre of Democratic Innovation, Tbilissi? pp. 21-22.

⁶ Id., p. 24.

⁷ Pour une présentation de cette ONG, cf. le site Internet www.article19.org.

⁸ ARTICLE 19, « Under lock and key: Freedom of information and the media in Armenia, Azerbaijan and Georgia », 2005, disponible sur le site Internet www.article19.org/pdfs/publications/under-lock-and-key.pdf, p. 37.

⁹ Gia NODIA, Development of Civil Society in Georgia: Achievements and Challenges, CAP / CIPDD, Tbilissi, 2005, p. 48.

L'EXEMPLE DE RUSTAVI 2 EN GEORGIE :
« TELEVISION DU PEUPLE VICTORIEUX »
DEVENUE CHAÎNE PRO-GOUVERNEMENTALE ?

Il est intéressant de remarquer le rôle joué par les principaux *mass media* en Géorgie au moment du déclenchement de la « Révolution des Roses » de 2003¹⁰. Leur image va complètement se transformer après cette Révolution. Les analyses sont assez variées sur ces évolutions¹¹.

Par exemple, le philosophe Zaza Piralishvili relate le rôle des médias dans les événements politiques de 2003 et analyse en premier lieu les conditions d'apparition de « nouvelles niches d'acteurs politiques » au sein de l'espace politique géorgien. Dans la société, à l'époque de la transition, « l'expérience émotionnelle du déficit d'information provoquée par l'évolution rapide de la situation et les conditions sociales difficiles met les hommes ordinaires en totale dépendance du fonctionnement des médias audiovisuels [...] En découle une tentation de surestimer le rôle de ces médias qui deviennent une sorte d'institut de management des humeurs publics [...] La société devient alors totalement dépendante non seulement des informations fournies par les médias, mais aussi de l'interprétation de ces informations »¹².

Zaza Piralishvili explique bien comment la chaîne de télévision Rustavi 2¹³ est devenue le média le plus important parmi toutes les catégories de médias en même temps qu'un véritable acteur politique. Elle a appliqué une véritable « stratégie de guerre de l'information » : par « son ton agressif, par l'application professionnelle d'un système sémiologique particulier, avec un journalisme nécessairement aventuriste, [les dirigeants de la chaîne] ont progressivement réussi à devenir des créateurs d'opinion publique, sans aucun rival [...] Les messages diffusés par Rustavi 2 sont repris tels quels dans la presse d'information dès le lendemain. De plus, Rustavi 2 a également créé une nouvelle hiérarchie entre les événements selon les valeurs de la chaîne, hiérarchie qui a ensuite été répétée non seulement par les médias imprimés, mais aussi par les autres médias électroniques »¹⁴.

¹⁰ La Révolution des Roses (en géorgien *Vardebis Revoloutsia*) est un ensemble d'événements pacifiques ayant conduit à la démission du président Edouard Chevarnadze le 23 novembre 2003. Ce dernier, bien connu en France pendant son mandat de ministre des Affaires étrangères de l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev, avait été l'un des artisans de la *perestroïka*, de la dissolution du Bloc soviétique et de la réunification allemande. Il démissionne en 1990 et prend le pouvoir en Géorgie, son pays natal où il avait été Premier secrétaire du Parti communiste du temps de L. Brejnev. Lors des élections parlementaires de novembre 2003, des fraudes électorales sont dénoncées par des observateurs internationaux. Mikheil Saakachvili, candidat aux élections, se proclame alors vainqueur et, fort des résultats de sondages indépendants en sortie des urnes, il appelle la population à manifester pacifiquement contre le gouvernement, avec le soutien des principaux partis d'opposition. Des manifestations se succèdent à partir de la mi-novembre à Tbilissi, puis dans les principales villes du pays. Le 22 novembre 2003, les opposants entrent au Parlement avec des roses et interrompent la session. Ils obligent Chevarnadze à quitter les lieux. Le Président proclame ensuite l'état d'urgence mais n'obtient pas le soutien de l'armée. Il ne peut donc qu'annoncer sa démission le lendemain. La Cour suprême annule ensuite les élections parlementaires et une élection présidentielle anticipée amène Mikheil Saakachvili à la présidence de la Géorgie, le 4 janvier 2004. Quelques mois plus tard, ses partisans remportent les élections parlementaires.

¹¹ Zaza PIRALISHVILI, *Theatrical Dialectics of Georgian Politics*, CISS, Tbilissi, 2007, p. 172.

¹² *Id.*, pp. 71 et 172.

¹³ La chaîne Rustavi 2 Broadcasting Company, connue sous le nom de Rustavi 2, est l'entreprise de télévision privée qui a eu le plus grand succès en Géorgie. Cette chaîne, au départ seulement Rustavi, basée à Tbilissi, a été fondée en 1994 dans la ville de Rustavi. 85 % de la population la reçoivent par voie hertzienne. Rustavi 2 est diffusée par satellite 24 heures sur 24 et couvre l'Europe, la partie européenne de la Russie et une partie du Moyen-Orient. Rustavi 2 a été la première chaîne géorgienne à utiliser des technologies digitales, à être diffusée par satellite et à être membre associé de l'Union européenne de radiotélévision (UER). La chaîne dispose de bureaux régionaux dans les villes les plus importantes de Géorgie et des correspondants permanents à Washington comme à Moscou.

¹⁴ Zaza PIRALISHVILI, *op. cit.* pp. 174-175.

Tamar Kintsurashvili, membre du Freedom Institute, est d'un autre avis dans un article résumant les tendances des médias en 2003. Il relève que le rôle de Rustavi 2 dans la Révolution des Roses est plutôt à chercher au niveau du « journalisme civil » : « *ce qui a été institutionnalisé à l'Ouest comme étant le journalisme civil, est devenu en Géorgie une nouveauté journalistique l'année dernière [...] Si, en Amérique, la tragédie du 11 septembre a joué un rôle certain de catalyseur dans le processus de développement du journalisme civil, les élections parlementaires du 2 novembre 2003 ont eu le même rôle en Géorgie* » et, en fait, ont permis à la chaîne Rustavi 2 de devenir la « *télévision du peuple victorieux* ». « *Dans cette situation, quand l'absence de position équivalait à une trahison des valeurs démocratiques, une partie des journalistes a brisé le principe établi au sein des médias géorgiens, comme si l'objectivité du journalisme était une preuve d'une opposition aux intentions qui fondaient la conduite des hommes politiques* ».

Ainsi, dans la période post-révolutionnaire, un nouveau danger est apparu : « *l'apparition d'une seule 'télévision du peuple victorieux'* »¹⁵. Et, en effet, après la Révolution des Roses, la société de télévision Rustavi 2 adopte ce slogan et l'utilise directement sur les écrans pendant plusieurs années. La chaîne perd ainsi peu à peu son image de télévision indépendante pour être considérée de plus en plus comme une chaîne pro-gouvernementale.

INDEPENDANCE ET PLURALISME DES MEDIAS EN GEORGIE, ARMENIE ET AZERBAÏDJAN

ARTICLE 19 et Gia Nodia proposent une analyse en partie identique et insistent sur deux évolutions importantes pour la période 2003-2005 : le développement d'un mécanisme d'autocensure et l'affaiblissement du pluralisme au sein des médias post-soviétiques. Dans le contexte géorgien, un des déterminants essentiels de ces évolutions a été le changement de relations entre le gouvernement, les médias, les propriétaires des médias et les journalistes.

Pour Ia Antadze, chroniqueur à la radio Liberté et spécialiste des médias, « *quelques années avant la Révolution des Roses et pendant la Révolution, les patrons de presse ont été tentés de montrer le vrai visage du politique corrompu ou du gouvernement épuisé et ont demandé aux journalistes de faire état de la véritable situation du pays. Ainsi, les journalistes, avec les patrons de presse, ont constitué une équipe solidaire désintéressée pour attaquer le gouvernement. Si on imagine un triangle orienté vers le haut, le gouvernement a été placé sur l'angle supérieur et les patrons de presse et les journalistes ont été disposés sur les deux autres angles inférieurs et ont combiné leurs forces contre Chevardnadze et ses soutiens. Après la Révolution, ce triangle s'est inversé de haut en bas. Dans les deux angles supérieurs se sont retrouvés le gouvernement et les patrons de presse, dans l'angle inférieur, les journalistes sans défense sur lesquels ces deux grandes forces – gouvernement et propriétaires des médias unis dans une même équipe – ont fortement pesé* »¹⁶.

Il convient également de noter que la loi sur « la liberté de parole et d'expression », adoptée par le Parlement le 24 juin 2004, a supprimé la pratique judiciaire installée avant la Révolution des Roses, qui prévoyait une lourde peine pour les médias faisant état de jugements de valeurs ou publiant des preuves. La Géorgie a alors rejoint les rangs des pays où la diffamation est dépenalisée, la responsabilité pénale pour ce type d'information ayant été abolie. En effet, depuis lors, les litiges relatifs aux diffamations relèvent du droit civil. Dans la zone post-soviétique, la Géorgie a été le deuxième pays, après l'Ukraine, à créer avec

¹⁵ Tamar KINTSURASHVILI, « Journalist Innovation of 2003 – Civil Journalism », *Sakhe(l)ebi-2003*, Publishing House Sakhe(l)ebi, Tbilissi, 2004.

¹⁶ Ia ANTADZE, « Life in the rye; the war is over, be afraid of the freedom », *Solidarity* (Serial Publication of Ombudsman of Georgia, vol. III, n° 24), 2008, p. 15.

cette dépenalisation une base judiciaire stable pour une mise en pratique effective des droits relatifs à la liberté d'expression pour les médias.

Concernant les deux autres pays du Sud-Caucase, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, différents rapports d'organisations internationales les insèrent dans le groupe ayant l'évaluation la plus basse en termes de législation relative à la liberté d'expression et de qualité de l'indépendance et de liberté des médias. Le rapport sur l'état de la liberté de la presse dans le monde publié par Freedom House en 2007 positionne la Géorgie au 12^e rang mondial, ce qui signifie que ce pays serait parmi les pays où les médias sont partiellement libres. En termes de liberté de la presse, la Géorgie et l'Ukraine ont été leaders parmi les pays de la CEI. La Géorgie est à la 18^e place dans le classement d'Europe centrale et des pays post-soviétiques et se trouve bien mieux classée que l'Arménie, la Moldavie, le Kirghizistan, l'Azerbaïdjan, la Russie – laquelle est à la 165^e place du classement mondial –, le Kazakhstan, le Tadjikistan, la Biélorussie, l'Ouzbékistan et le Turkménistan¹⁷.

En Azerbaïdjan, la diffamation est toujours une infraction pénale et, durant l'année 2009, le nombre de plaintes déposées au pénal pour diffamation a augmenté. La loi stipule que les personnes coupables de diffamation devront payer une amende conséquente et pourront être condamnées à une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans. Suite à de tels jugements, plusieurs journalistes ont été licenciés et d'autres sont toujours emprisonnés pour diffamation. En 2009, trois journalistes de NOTA – Sardar Alibeyli, rédacteur en chef; Faramaz Novruzoglu, journaliste et Ramiz Tagiyev, correspondant – ont été reconnus coupables de diffamation¹⁸. Les experts locaux et internationaux estiment que le gouvernement applique cette loi contre les journalistes et les médias qui critiquent les politiques gouvernementales. Récemment, le gouvernement a fait un usage particulièrement efficace du système pénal comme levier économique afin d'affaiblir les médias imprimés et la vitalité des journalistes¹⁹.

Dans les rapports de Human Rights Watch de 2009 sur la liberté de parole et d'expression pour les trois pays du Sud-Caucase, on retrouve presque la même évaluation : il n'existe pas de pluralisme au niveau de la télévision; les noms des propriétaires et des véritables patrons des stations de télévision commerciales ne sont pas connus ; l'influence du gouvernement est évidente et crée une pression sur les médias télévisuels. Néanmoins, la presse écrite est relativement libre dans les trois pays. Ainsi, en Géorgie, « *il existe des médias pluralistes, même avec un petit nombre de titres* » ; en Arménie, les médias imprimés peuvent exprimer divers points de vue, même s'ils sont influencés par des groupes d'intérêts économiques ou politiques et par certaines personnes influentes ; en Azerbaïdjan, en comparaison avec la télévision, la presse écrite fournit des informations de meilleure qualité sur la politique gouvernementale, mais avec un manque certain de détermination et d'expertise²⁰.

¹⁷ THE FREEDOM HOUSE, *Freedom of the Press. Country Report : Georgia*, 2007, disponible sur le site Internet www.freedomhouse.org/template.cfm?page=251&country=7181&year=2007.

¹⁸ Cf. le site Internet www.lenta.cjes.ru/?m=7&cy=2009&lang=eng&nid=298 et « Azerbaijan : ARTICLE 19 condemns conviction of journalists for defamation », disponible sur le site Internet www.article19.org/pdfs/press/azerbaijan-article-19-condemns-conviction-of-journalists-for-defamation.pdf.

¹⁹ *Human Rights Report : Azerbaijan*, 2009, disponible sur le site Internet www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2009/eur/136020.htm.

²⁰ *Id.* ; *Human Rights Report : Armenia*, 2009, disponible sur le site Internet sur www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2009/eur/136018.htm ; *Human Rights Report : Georgia*, 2009, disponible sur le site Internet republicans.ge/javascript/scrubite_editors/xinha/plugins/ExtendedFileManager/files/document/Human_Rights_Report_2009_GEO.pdf.

Il convient également de mentionner que les gouvernements contrôlent toujours les activités de la télévision publique en nommant les membres des commissions nationales de régulation et les conseils d'administration ou de surveillance des télévisions, ce qui, en conséquence, ne permet pas d'assurer un pluralisme politique et idéologique pour ces médias.

En termes de liberté, d'indépendance et de pluralisme, les médias en ligne constituent une perspective plus intéressante, mais, pour les Républiques du Sud-Caucase, ces médias ont beaucoup moins d'utilisateurs que les médias TV, par exemple. De plus, les médias en ligne ne sont disponibles en pratique que pour la population urbaine. Selon les statistiques de l'année 2008 fournies par l'International Communication Association, Internet a été utilisé par 24 % de la population en Géorgie, 17 % en Azerbaïdjan et 6 % en Arménie²¹.

Selon l'évaluation de Human Rights Watch, en Azerbaïdjan, la télévision est presque entièrement dédiée à des positions pro-gouvernementales et soutient le président Aliyev et le parti au pouvoir. Par exemple, la chaîne AzTV²², contrôlée par l'Etat, consacre 98 % de ses émissions politiques au gouvernement, à la famille Aliyev et au parti au pouvoir. En outre, le gouvernement a interdit la diffusion de Voice of America, de la radio Freedom et de la BBC sur l'ensemble du territoire, en leur supprimant l'autorisation d'émettre sur des fréquences FM²³.

En Arménie, l'Assemblée nationale a modifié en 2008 le droit de la télévision et de la radio et un moratoire a été mis en place pour la délivrance de nouvelles licences de diffusion jusqu'en 2010. Toutefois, comme un amendement a été adopté lors d'une session extraordinaire en soirée, l'information est restée très vague concernant ces dispositions. Human Rights Watch met l'accent sur le fait que seule la télévision publique, H1²⁴, détenue par le gouvernement, a une diffusion nationale sur le territoire arménien. D'autres stations de télévisions ou de radio sont néanmoins diffusées sur des parties du territoire du pays²⁵.

Dans son rapport de 2009 sur la Géorgie, Human Rights Watch relève que la non-transparence est toujours observée pour les propriétaires des médias TV : « *es chaînes privées Rustavi 2 et Imedi – la chaîne la plus populaire dans le pays – comme la télévision publique mettent en œuvre la politique éditoriale des pouvoirs publics* »²⁶.

²¹ *Id.*

²² La chaîne nationale AzTV, pour Azerbaijan TeleVision, s'est vue refuser son admission en qualité de membre de l'UER au motif d'une séparation non suffisante avec le gouvernement en place. Cf. le site Internet officiel www.aztv.az.

²³ *Human Rights Report : Azerbaijan*, 2009, *op. cit.*

²⁴ Dès 1990, le premier ministre arménien Vazgen Manukyan nomme un non-communiste, Henrik Hovhannisyanyan, à la tête du Département d'Etat de la Télévision et de la Radio pour réformer ces médias à la fois en termes de contenus et de structures. Cependant, le mouvement de libération du Kharabagh et le démantèlement de l'URSS perturbent ces réformes. L'Arménie, devenue indépendante le 21 septembre 1991, le Président promulgue une nouvelle loi sur les médias un mois après. Pour la première fois, le système d'information a l'opportunité de se développer dans un environnement favorable à la liberté d'expression. La crise économique réduit cependant les capacités de la télévision nationale et le taux d'audience décline : en décembre 1993, ce taux est de 27,4 %. Les programmes de variétés ou comédies envahissent très vite les grilles des programmes. En 1996, la deuxième chaîne devient autonome et capte pendant quelques temps l'audience. En 2000, une nouvelle loi est promulguée et la télévision publique entreprend de proposer tous les programmes en langue arménienne. L'investissement réalisé pour la mise en place d'un dispositif de traductions est considérable. En 2005, Télévision et Radio publiques arméniennes est reconnue comme membre à part entière de l'UER et, en conséquence, participe ensuite au concours de l'*Eurovision*. Cf. le site Internet officiel www.armtv.com/cover/eng.

²⁵ *Human Rights Report : Armenia*, 2009, *op. cit.*

²⁶ *Human Rights Report : Georgia*, 2009, *op. cit.*

MEDIAS D'ETAT ET MEDIAS « PUBLICS »

L'étude des pratiques de radio et télédiffusion publique dans ces pays donne cependant des images nuancées. Globalement, le terme « public » n'est pas toujours approprié pour désigner la réalité du fonctionnement de ces médias, en particulier en ce qui concerne la télévision dans les trois Républiques.

Les histoires des médias publics, télévision et radios, sont différentes selon les pays. Alternative aux médias commerciaux ou outils d'information d'Etat – ou de propagande –, les sociétés industrielles et post-industrielles ont développé des logiques particulières, qui ont abouti, par exemple, à l'installation d'un modèle comme la BBC. Le rôle réel et l'importance sociopolitique de ces médias ont été clairement établis et la plupart des pays européens ont mis en place un dispositif public de création de programmes et de diffusion avec une législation appropriée et des systèmes de contrôles indépendants.

Les pays post-soviétiques ont entrepris de transformer la radio-télévision d'Etat en « secteur public » lorsqu'ils ont rejoint l'Union européenne. La première transformation a été réalisée dans le Sud-Caucase en 2000, en Arménie, puis, en Géorgie en 2004 et, enfin, en Azerbaïdjan en 2005. Tous ces médias ont rejoint ou tenté de rejoindre des structures professionnelles européennes – dont l'UER. Chacun dispose d'une base juridique appropriée. Ils sont officiellement libérés de toute censure et disposent d'un conseil d'administration élu sur concours public et d'un directeur général élu également – et non nommé !. Cela étant, les réalités des fonctionnements sont bien différentes.

Une télévision toujours d'Etat en Azerbaïdjan

En Azerbaïdjan, la situation est particulière, dans la mesure où la télévision d'Etat n'a pas réellement été transformée en télévision publique. La télévision d'Etat existe, en fait, toujours. Simplement, un nouveau dispositif a été mis en place, avec une structure d'établissement public et, avec, par conséquent, une diffusion nationale commune des chaînes dans l'ensemble du pays. Ainsi, à côté de l'ancienne chaîne d'Etat, toujours contrôlée par le gouvernement d'après son statut juridique, a été créée une chaîne publique dont le statut devrait la mettre à l'abri de toute influence politique, mais qui, en fait, est toujours contrôlée par le gouvernement.

En 2005, 5 milliards de manats (soit un peu plus d'un million de dollars) ont été alloués sur le budget de l'Etat à cette entreprise publique, soit 14 fois moins que le montant alloué à la télévision d'Etat. En 2006, le financement de la télévision publique avait été augmenté jusqu'à 12 millions de dollars. Certains experts analysent cette augmentation comme une « récompense » pour services rendus par le diffuseur public au gouvernement. Leila Yenus, directeur de l'Institut of Freedom and Democracy, confirme que cette deuxième chaîne s'affiche en Azerbaïdjan comme « télévision publique »²⁷. En novembre 2007, les médias en ligne d'Azerbaïdjan ont annoncé que, par une décision de l'un des tribunaux régionaux du pays, la diffusion du livre *La Chaîne publique dans le miroir de la presse*, qui justement décrivait et critiquait cette situation, a été interdite²⁸.

De nouveaux médias publics en Arménie et en Géorgie

²⁷ Cf. le site Internet www.day.az/news/society/98346.html ; Rashid HAJILI, *Public Broadcasting : a Step Forward or Back ?*, disponible sur le site Internet www.osce.org/documents/rfm/2005/11/19496_ru.pdf.

²⁸ Cf. le site Internet www.day.az/news/society/98346.html.

La télévision publique d'Arménie a été placée en haut de la liste des chaînes de télévision arméniennes par le *Ranking Unpleasant Broadcast 2009*. 110 représentants d'ONG et organisations sociales (Union of Experts), acteurs civils dans différents domaines, ont réalisé le suivi des programmes de 17 chaînes de télévision de ce pays. Selon la coordination de ces experts, l'évaluation du média public a été justifiée par le niveau élevé d'exigence qui lui est imposé. En effet, la chaîne arménienne est le premier média télévisuel arménien positionné sur le marché mondial. Elle reçoit des budgets importants, dépassant le budget de l'ensemble des 16 autres chaînes de télévision, et dispose donc de toutes les conditions nécessaires pour assurer une diffusion de haute qualité²⁹.

En Géorgie, l'attitude des hommes politiques et, en partie, de la société envers les médias publics sont assez représentatifs des tendances qui peuvent être mises en évidence pour les pays post-soviétiques. L'une des cibles des manifestations de protestation de masse de novembre 2007 et du printemps 2007 a été la télévision et la radio publiques. Les partis d'opposition et les représentants de la société civile ont alors demandé la démission du directeur général de la chaîne, l'intégration de représentants « de l'opposition » au conseil de surveillance et l'attribution de temps d'antenne à l'opposition avec un principe de parité.

Pendant les actions de protestation de 2009, les participants aux manifestations ont établi des camps en face du bâtiment de la télévision publique et organisé des « couloirs de la honte » destinés aux membres du personnel³⁰. A la suite de cette contestation, le directeur général a démissionné, plusieurs nouveaux membres ont été nommés au conseil de surveillance et la deuxième chaîne publique a alloué du temps d'antenne à l'opposition – qui l'a alors utilisé pour faire des rapports sur les « événements » !. Toutefois, il est difficile de soutenir que ces évolutions ont fondamentalement changé la situation et que ces médias prennent désormais plus en compte les problèmes sociaux dans la définition de leurs programmes d'information.

Désormais, le principal problème est l'installation d'une méfiance des citoyens par rapport à la télévision publique, évolution relevée par plusieurs recherches et analyses. Par exemple, une de ces dernières, effectuées avec le soutien de l'Union européenne, montre qu'entre 5 et 7 % de la population font confiance à la chaîne publique, alors que cette statistique est proche de 30 % pour la compagnie de TV privée Rustavi 2³¹ !

TOUJOURS DANS LA TRANSITION DEMOCRATIQUE ?

En définitive, comme cela a déjà été mentionné, l'exemple de la télévision publique en Géorgie peut être relativement généralisé. Dans les pays post-soviétiques, la télévision – et les médias dans leur ensemble – est encore considérée comme un outil fondamental dans le cadre des conflits idéologiques et politiques plutôt que comme un outil de communication pour l'ensemble de la société, ses intérêts et ses problèmes. Elle n'est pas encore un instrument de mise en œuvre d'un contrôle public sur le gouvernement. Ce contexte explique, en partie, la tendance à la politisation des médias et en particulier l'augmentation de

²⁹ Cf. les sites Internet www.express.am/25_09/korotko.html et ru.trend.az/news/cis/armenia/1495842.html.

³⁰ Qui ont consisté en une occupation pacifique du boulevard de Tbilissi et également le long du Parlement. Des tentes ont été installées sur la chaussée pour informer les passants, la circulation routière ayant été interdite par les forces de l'ordre. Cette occupation, de jour comme de nuit, a duré plusieurs semaines et n'a donné lieu qu'à quelques incidents. Le gouvernement issu de la Révolution des Roses a, semble-t-il, donné des ordres très stricts aux forces de l'ordre qui ont surveillé les alentours du boulevard et évité au maximum toute intervention sur les lieux des rassemblements et les accès à cette zone n'ont pas été interdits ou limités pour les passants.

³¹ Cf. le site Internet [www.epfound.ge/files/geo media research report ge 4.pdf](http://www.epfound.ge/files/geo%20media%20research%20report%20ge%204.pdf).

la diffusion des *tabloïds*. Les dirigeants des médias tentent de justifier cette tendance en mettant en avant l'existence d'une demande du public pour ce type de journaux, mais cette hypothèse n'est pas basée sur des prévisions commerciales ou de *marketing* car, dans la situation actuelle, les perspectives de leur développement ne s'appuient pas sur la réalité d'une telle démarche.

Le principal problème est toujours de tenter une gestion au quotidien des médias, de composer avec les problèmes de disponibilité de l'information ou de manque de compétences et d'expertises, de supporter les pressions politique et économique directes ou indirectes. Soient autant d'obstacles à la mise en place de médias véritablement démocratiques, libres et indépendants dans les pays postsoviétiques.